



L'ACBF EN ACTION

25 années d'impact en renforcement des capacités dans toute l'Afrique



la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

L'ACBF EN ACTION

25 années d'impact en renforcement des capacités dans toute l'Afrique

Connaître l'ACBF

Depuis 1991, la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) a appuyé et investi dans les efforts visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles en Afrique en vue de répondre aux besoins de développement au niveau national, régional et continental.

La raison d'être de l'ACBF est d'améliorer les compétences, de renforcer les institutions et de promouvoir l'intégration régionale. À cette fin, l'ACBF appuie le renforcement des capacités à travers les investissements, le soutien technique, la production et le partage des connaissances à travers l'Afrique. Non seulement elle investit par l'octroi des dons, mais également elle aide à gérer ces dons et fournit une assistance technique pendant la mise en œuvre des interventions en renforcement des capacités, accélérant ainsi le changement graduel en Afrique. À ce jour, la Fondation a renforcé le pouvoir des gouvernements, des parlements, de la société civile, du secteur privé et des établissements d'enseignement supérieur dans plus de 45 pays et 6 communautés économiques régionales.

Jusqu'ici, l'ACBF a investi dans plus de **321 projets** de renforcement des capacités, publié **73 produits** de la connaissance qui font le plaidoyer sur les enjeux émergents de développement et dépensé plus de **700 millions** de dollars US pour le renforcement des capacités en Afrique sub-saharienne.



Renforcer le pouvoir du peuple africain

25 années d'expérience en renforcement des
compétences

Depuis 1992, l'ACBF a, grâce à ses partenariats, dépensé plus de 91 000 000 de dollars US en appui financier à 73 établissements d'enseignement supérieur et 44 275 661 dollars US pour des programmes de formation ne donnant pas lieu à un diplôme – soit un total de plus de 135 000 000 de dollars US

Les projets et programmes soutenus ont en grande partie mis l'accent sur l'augmentation du nombre de professionnels qualifiés dans les domaines de l'économie, des politiques publiques, de la gestion du secteur public, et de la gestion financière et la reddition des comptes



Un des programmes de l'ACBF les plus réussis sur l'amélioration des compétences est le Programme de gestion de la politique économique (GPE).

Actuellement, ce programme est enseigné par sept universités, dans les pays suivants : Ghana; Ouganda; Cameroun; Côte d'Ivoire; République démocratique du Congo; Mozambique; et Zambie

Plus de 40 % des auditeurs qui ont participé à l'EPM ont été promus immédiatement après leur formation.



Depuis 15 ans, **l'Université d'Abidjan-Cocody** délivre un diplôme d'études en GPE. Plus de 624 cadres du secteur public et privé, issus de 12 pays africains, ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités humaines du programme. 50 % d'entre eux proviennent des administrations ivoiriennes.

Plus de 90 pour cent des diplômés de ce programme travaillent dans le secteur public ; et presque tous les ministères de **l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)** emploient les diplômés de la GPE, tout comme les institutions internationales, les agences des pratiques liées à l'organisation du travail, et la Présidence ainsi que le Premier Ministère.



Une étude concernant le suivi sur le terrain des anciens étudiants en gestion des politiques économiques de **l'Université de Makerere (EPM Makerere)** pour la période allant de 1998/99 à 2008/09 montre, sur la base des réponses fournies par 300 d'entre eux sur un échantillon de 429 répondants, que les diplômés du programme GPE avaient trouvé un emploi dans les secteurs suivants :

- Gestion - 14%
- Prestations de service - 20%
- Élaboration des politiques - 20%
- Diffusion des informations / des connaissances - 18%
- Mise en œuvre des projets - 16%.

En plus de cela, 72 % des anciens étudiants en GPE ont indiqué qu'au moins 50 % de leurs activités professionnelles étaient liées au développement de leurs pays.



L'ACBF a offert dans les universités et de manière continue des programmes d'enseignement de qualité qui visent à remédier aux disparités entre les sexes au niveau supérieur.

L'appui de l'ACBF à la « **Women's University in Africa (WUA)** (Université des femmes en Afrique) a permis de :

- Maintenir un effectif moyen annuel de 1500 étudiants, parmi lesquels 75% de femmes.
- Atteindre un taux d'achèvement du cycle de 95%.
- Offrir des cours flexibles et axés sur la demande à travers des cours dispensés le soir, le week-end, pendant les vacances et suivant des modules d'apprentissage à distance (« ODL »)
- Acquérir des ressources essentielles, y compris un générateur, des systèmes pour faire fonctionner la bibliothèque, et un bus pour étudiants de l'université ainsi que la modernisation des équipements des TIC et des équipements de connectivité à Internet.

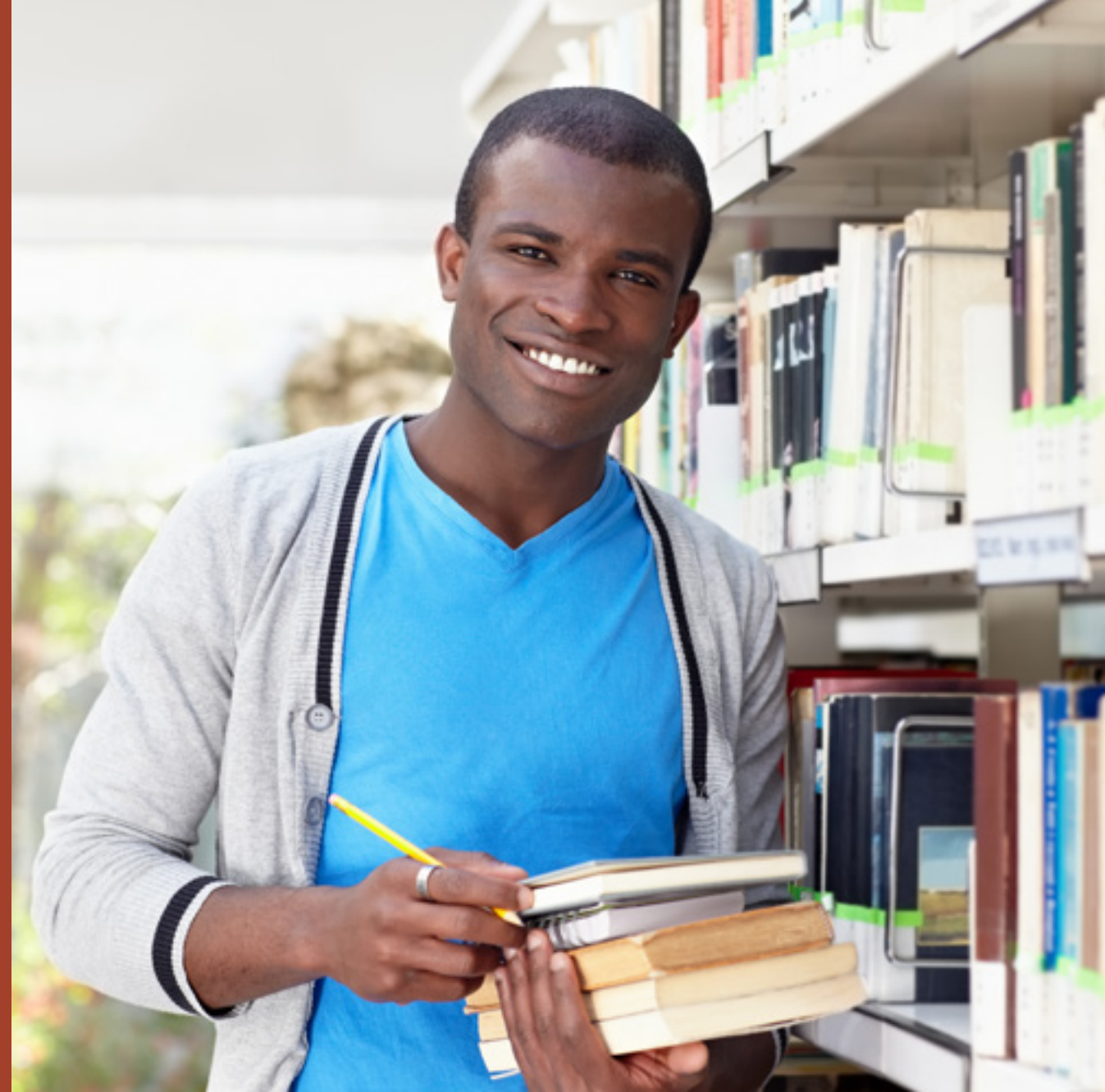


Le Programme conjoint de master - CMAP:

L'histoire du CMAP qui dure depuis 20 ans a connu un succès sans précédent. Non seulement ce programme a augmenté les capacités individuelles de près de 2 000 diplômés, mais il leur a également fourni des compétences qui ne sont disponibles nulle part ailleurs dans la région.

CMAP offre une formation de base de niveau standard, de haute qualité, combinée avec l'approche unique du 'Joint Facility for Electives (JTE) (Facilités conjointes pour les élections).

Les étudiants du programme CMAP sont ceux qui s'inscrivent le plus au programme conjoint de doctorat PhD (CPP). Voilà leur principale caractéristique.



Strengthening Institutions

25 years of Experience in Institution development

Environ 9 % du portefeuille de financement de l'ACBF ont été utilisés pour renforcer les capacités des parlements nationaux. Les institutions appuyées par l'ACBF ont organisé des programmes de formation intensive pour les parlements nationaux en soutien à leurs activités législatives, ainsi qu'au contrôle qu'ils exercent sur l'exécutif.



Il est reconnu que l'ACBF est une organisation qui dessert l'ensemble du continent parce qu'elle a créé ou renforcé 35 think tanks et instituts d'analyse des politiques économiques en Afrique et les a établis comme des structures durables. Les think tanks appuyés par l'ACBF sont devenus ceux qui montrent la voie à suivre en matière de discours et de débat sur les politiques économiques. Ils sont aussi devenus des intermédiaires ou des sources dignes de confiance pour l'appui technique et consultatif auprès des parties prenantes qui jalonnent la chaîne des valeurs des politiques économiques. Le modèle de capital sur le long terme adopté par l'ACBF a permis la création et le toilettage des instituts d'analyse des politiques économiques dans des contextes où les capacités font cruellement défaut et dans des régions avec des capacités limitées en matière de recherche ou d'analyse et de gestion des politiques économiques.

L'ACBF a organisé des sommets de think tanks en Afrique et créé un réseau de groupes de réflexion d'Afrique pour fournir une plateforme de partage des informations, d'échanges d'idées et de renforcement des partenariats parmi les think tanks, afin qu'on puisse trouver, aux plans individuel et collectif et sur la base d'une bonne compréhension des enjeux, des solutions aux défis de développement pressants auxquels l'Afrique est confrontée.



Le Centre pour la gouvernance d'entreprise (GCC) est en mesure de générer 65 % des ressources qu'il lui faut. Il ne compte sur l'ACBF, son unique donateur, que pour les 35 % restants. Le Centre a fermement conforté sa position pour devenir une organisation de grande réputation et soutient activement le gouvernement du Kenya dans les processus de bonne gouvernance d'entreprise. Le GCC a initié la création du Forum consultatif panafricain sur la gouvernance d'entreprise. Divers organismes, y compris la Banque centrale, comptent sur la bonne diligence du GCC pour organiser des formations et faire des recommandations concernant la nomination de nouveaux administrateurs des sociétés d'État, des compagnies d'assurance et des sociétés cotées à la Bourse de Nairobi. De même les administrateurs sont désormais tenus de suivre la formation et les cours sur la gouvernance d'entreprise.



Avec le soutien de l'ACBF, le « **National Institute for Legislative Studies (NILS)** (Institut national d'études législatives) » a émergé comme l'une des initiatives parlementaires les plus réussies dans l'histoire de la République fédérale du Nigeria. NILS est le premier institut législatif entièrement établi en Afrique de l'Ouest et fournit un appui en renforcement des capacités aux assemblées fédérales et étatiques nigérianes et à l'Assemblée nationale du Nigeria, ainsi qu'aux législateurs et au personnel d'autres pays africains.



L'ACBF et le Parlement d'Afrique du Sud ont travaillé en partenariat dans un projet de renforcement des capacités pour améliorer l'efficacité institutionnelle du Parlement. Un programme de renforcement du leadership exécutif a été lancé pour renforcer les compétences en leadership des parlementaires fraîchement élus.

Au moins six (6) membres du Parlement qui ont participé à ce programme ont depuis lors été nommés à des postes ministériels. La capacité de recherche du Parlement a été améliorée. Un système de gestion des affaires parlementaires a été créé et les systèmes et processus ont été rationalisés afin de permettre une meilleure coordination des procédures de la Chambre, un meilleur contrôle et un suivi amélioré des rapports et projets de loi, ainsi que des comités de travail et un fonctionnement de la Chambre globalement plus efficaces.



Le « **Malawi National Statistical System Project (MSSP)** » a connu un progrès dans son développement grâce à la création d'une banque de données nationales - la base de données socio-économiques du Malawi (MASEDA) - accessible en ligne à - www.maseda.mw - pour suivre les informations statistiques. Ce site a été mis en place grâce aux dons de l'ACBF, du gouvernement de la Norvège et du PNUD.



L'institutionnalisation d'un réseau de groupes et d'individus en vue d'une budgétisation qui prend en compte le genre dans le cadre du « Zimbabwe Budgeting Network (ZGBN) » est maintenant en place pour soutenir la surveillance nationale du processus de budgétisation sensible au genre. Le « Gender Budgeting Project » est géré sous la facilitation du « **Zimbabwe Women's Research Centre and Network (ZWRCN)** » des femmes du Zimbabwe. L'appui de l'ACBF aux contributions destinées au ZWRCN a fait en sorte que, depuis 2008, la budgétisation qui prend en compte le genre a été intégrée dans les circulaires relatives à la confection du budget et a été adaptée par tous les ministères, départements et agences du gouvernement au Zimbabwe.



Promouvoir une culture de l'excellence des médias

L'Union des journalistes de l'Afrique de l'Ouest (UJAO) » a reçu un appui de l'ACBF pour renforcer la voix des médias afin de promouvoir la démocratie et assurer une gouvernance participative, la responsabilité et la transparence dans les pays membres de la CEDEAO.

À l'échelle nationale, l'UJAO a formé 532 journalistes et travailleurs des médias. Au plan régional, 242 journalistes ont reçu une formation de formateurs. Cent vingt-cinq journalistes de l'UJAO formés sont maintenant qualifiés pour faire partie du pool de formateurs que le PRC-UJAO embauche pour les programmes nationaux.

À travers l'UJAO, les ministres de la communication et de l'information de la CEDEAO ont adopté le projet de loi sur la liberté d'expression au niveau régional. Ce projet de loi a été conjointement soumis par l'UJAO en partenariat avec la Fondation des médias pour l'Afrique de l'ouest (MFWA) et « Media Rights Agenda (MRA) ».



Faire progresser l'enseignement supérieur

L'intervention de l'ACBF dans les établissements d'enseignement supérieur a énormément contribué à renforcer les capacités d'enseignement et de recherche. De nombreux diplômés des programmes appuyés par l'ACBF travaillent maintenant comme analystes politiques, économistes et planificateurs dans les cellules gouvernementales d'analyse des politiques économiques et font d'importantes contributions dans les domaines de la formulation et de la mise en œuvre des politiques économiques.

L'ACBF a également fourni un appui institutionnel visant à la relance des infrastructures (par exemple, le réapprovisionnement des bibliothèques, la fourniture du mobilier et du matériel d'enseignement, la mise à niveau des réseaux informatiques et la connectivité à Internet et même la rénovation de bâtiments) et le renforcement des capacités des ressources humaines dans les établissements d'enseignement supérieur impliqués dans ce programme.



Appui à la croissance économique

25 ans d'expérience dans l'appui à la formulation et à la mise en œuvre des politiques économiques

Le développement économique et social d'un pays dépend de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques économiques et des stratégies solides visant la croissance économique et la lutte contre la pauvreté.

Plus de 40 % du financement de l'ACBF ont été engagés dans le domaine de l'analyse et la gestion des politiques économiques. Depuis le début des années 1990, vingt-huit (28) cellules d'analyse des politiques économiques et think tanks appuyés par l'ACBF ont été mis en place.

Neuf think tanks appuyés par l'ACBF ont été classés parmi les 20 premiers en Afrique sub-saharienne en 2015 dans le Rapport «Global Go To Think Tanks Index »



Le travail de l'ACBF est pleinement reconnu au niveau panafricain.

L'ACBF a reçu de la Commission de l'Union africaine (CUA) le mandat de mener une évaluation des besoins en capacités pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063, et par la suite, une évaluation des risques internes et externes associés à la mise en œuvre de cet Agenda.

Dans le cadre de l'évaluation des besoins de capacités nécessaires à la mise en œuvre du premier plan décennal de l'Agenda 2063, l'ACBF a mené trois études critiques : (i) Les impératifs de capacités pour l'Agenda 2063 ; (ii) le cadre du plan de renforcement des capacités ; et (iii) les compétences techniques critiques africaines : une dimension des capacités clés nécessaires à la mise en œuvre des programmes au cours des dix premières années de l'Agenda 2063.

L'évaluation des risques internes et externes associés à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 a contribué à l'identification, la quantification et la classification des facteurs de risque (aux niveaux national, régional, continental et mondial). Des stratégies d'atténuation ont été proposées et des rôles assignés aux parties prenantes concernées.



L'intervention de l'ACBF a eu un grand impact positif sur les échanges du commerce équitable en Éthiopie, en favorisant la création de la « Ethiopia Commodity Exchange (ECX) » qui est un projet de l'« Ethiopian Development Research Institute » (EDRI) (Institut éthiopien de recherche pour le développement). Fruit du partenariat public-privé, cette initiative ECX qui est la première du genre en Afrique, a démarré en avril 2008 avec la vision de révolutionner le secteur agricole traditionnel de l'Éthiopie pour en faire un secteur plus dynamique.



Avec l'appui de l'ACBF, le « **Centre of Policy Analysis (CEPA)** » a grandement contribué aux efforts de formulation et d'analyse des politiques macro-économiques au Ghana. En réaction aux recommandations du CEPA sur la « Monetary Policy Rate (MPR) » (politique du taux monétaire), le gouvernement a pris des mesures qui ont réduit de 3,5 points de base le taux en le faisant passer de 18,5 % à 15 % par an. Par ailleurs, les prévisions d'inflation ont poussé la « Monetary Policy Committee of the Bank of Ghana » à prendre la décision de stabiliser la MPR à 13,5 % par an lors de sa réunion de septembre 2010. Ces réductions ont apporté la stabilité et un environnement d'affaires amélioré pour le pays.



Grâce à ses travaux de recherche et d'analyse, le « Kenya Institute » ou « **Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA)** (Institut kenyan de recherche et d'analyse des politiques économiques publiques) joue un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs nationaux de développement décrit dans la Vision 2030. Il s'agit notamment de : l'élaboration du « Kenya Treasury Macro Model (KTMM) (Macro modèle du Trésor du Kenya) en 2000, la préparation du « Kenya Economic Report (KER) », la contribution à la recherche sur les politiques pour les programmes clés de haut niveau, l'organisation des réunions consultatives, des groupes de travail sur les politiques économiques et d'autres groupes de travail qui ont conduit à la création du « Kenya Private Sector Alliance (KEPSA) » (Alliance du secteur privé au Kenya) et fourni les compétences nécessaires à des personnes qui occupent maintenant des postes clés dans le secteur public.

L'ACBF a financé à 100 % le programme des jeunes professionnels de KIPPRA - de 2003 à 2009. Plus de 50 % de ces diplômés travaillent maintenant au sein du gouvernement.



Utiliser les statistiques pour combattre la pauvreté.

Grâce à l'appui de l'ACBF, le Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques, Études Prospectives et Planification pour la Lutte Contre la Pauvreté en République du Congo (RESPEC) a pu élaborer le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) du pays, lequel a été approuvé par les donateurs en octobre 2008. Ce projet a permis à la République du Congo d'atteindre le point d'achèvement des Pays pauvres très endettés (PPTTE) en janvier 2010.



Grâce à l'augmentation du nombre de statisticiens professionnels formés (467 au total), le **Projet de renforcement du système statistique de Zanzibar (ZANSTAT)** a été en mesure d'améliorer la collecte et la production des données statistiques. Ceci a permis de fournir des données (quantitatives et qualitatives) opportunes et pertinentes pour une élaboration, basée sur les faits, des politiques économiques en matière de planification et de gestion du développement.



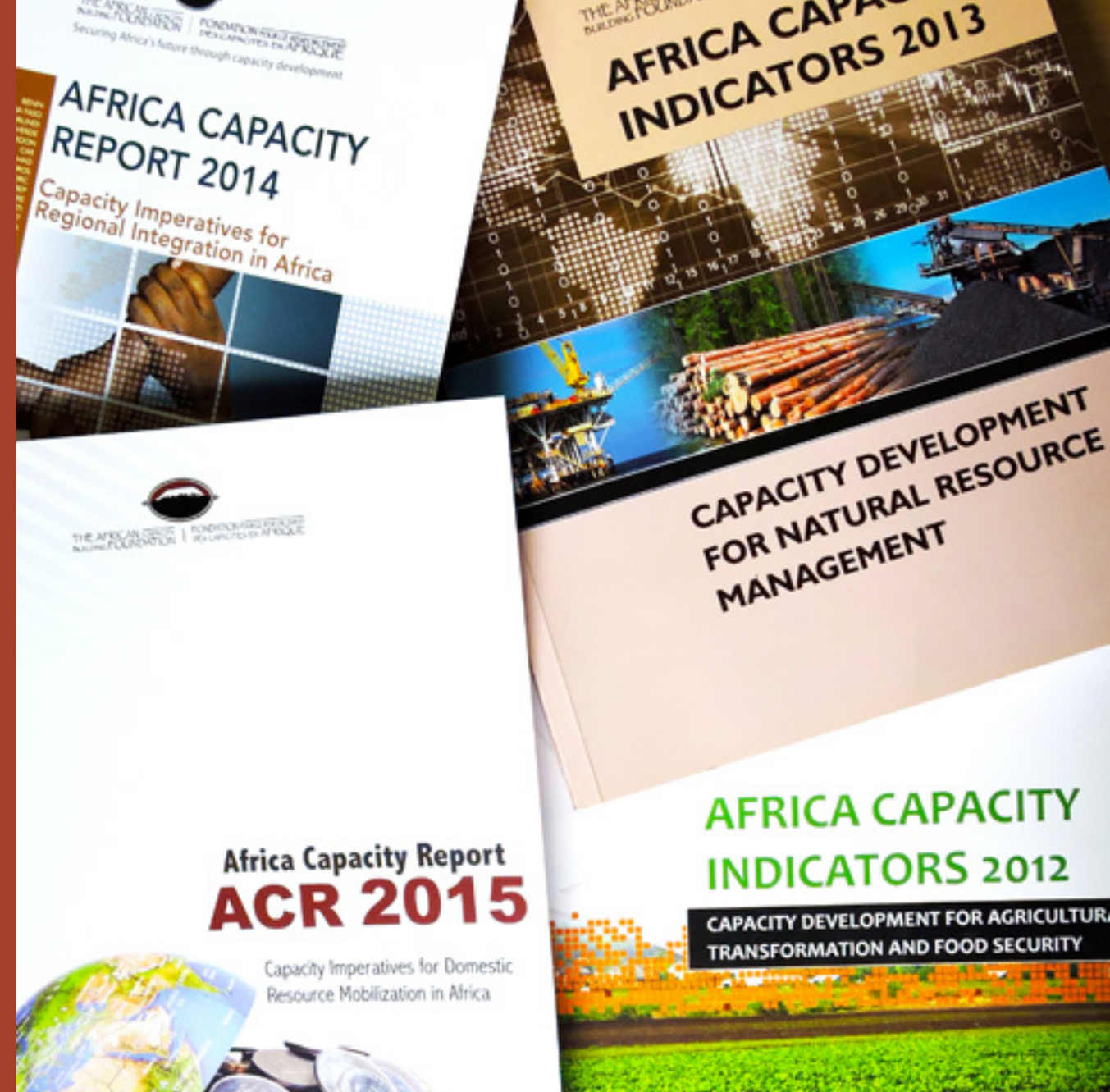
L'ACBF a œuvré en partenariat avec les organisations de la société civile dans la région d'Afrique centrale pour créer un réseau d'organisations de la société civile dans huit pays, à savoir le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon le Rwanda et le Tchad. Cette initiative a permis aux organisations partenaires d'assurer le suivi des informations sur les conflits potentiels par le biais d'un système d'alerte précoce pour donner l'alerte et mettre en place des mesures préventives afin d'éviter les conflits futurs.



GESTION DES CONNAISSANCES

25 ans d'expérience dans la production et le
partage des connaissances

Lancée en 2011, la publication phare de l'ACBF – Rapport sur les capacités en Afrique (RICA) vient opportunément s'ajouter à la liste toujours plus fournie des produits de connaissance de l'ACBF, et constitue un témoignage du leadership de la Fondation dans le domaine du renforcement des capacités. Le RICA présente une caractérisation qui fait autorité sur l'état et l'évolution des capacités de l'Afrique dans l'espace et le temps. Il met également à disposition un outil précieux pour l'évaluation des performances et le suivi et évaluation des interventions de renforcement des capacités aux niveaux nationaux.



Mettre à contribution un pool d'experts pour appuyer le développement de l'Afrique : Panels techniques consultatifs et Réseaux (TAP-TNE), Groupe d'études stratégiques (GES)

Les réseaux de connaissances (SSG aujourd'hui et TAP-NET hier) ont pour objectif fondamental de fournir un pool d'expertise technique et professionnelle qui viendra compléter les compétences existantes dans la Fondation afin d'élever la qualité des opérations de cette dernière. Ainsi, les réseaux de connaissances sont établis et entretenus pour soutenir les activités du Secrétariat dans chaque domaine central d'intervention et, si possible, fournir au Conseil d'administration et au Conseil des Gouverneurs un outil de gestion des idées à travers lequel ils peuvent élargir la consultation et examiner les problèmes spécifiques ainsi que les questions relatives au renforcement des capacités. On attend d'un réseau de connaissances qu'il remplisse d'autres objectifs. Il doit être :

- Un appui institutionnel pour la revue des aspects des activités de la Fondation et pour apporter de la valeur ajoutée à ses opérations;
- Un outil de gestion des idées que le Secrétariat doit utiliser pour requérir des avis professionnels sur des questions et discuter des idées de manière plus approfondie; et
- Un bras professionnel du réseau thématique approprié ou de la communauté de pratique convenable qui sera mis en place par la Fondation dans le domaine de compétence central approprié.



Comment l'ACBF est-elle financée?

L'ACBF est financée par les gouvernements africains et non-africains, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement et la Banque mondiale.

La contribution des pays membres africains est principalement allouée aux dépenses de fonctionnement de la Fondation, notamment les coûts d'identification des projets, d'élaboration, de supervision de la mise en œuvre, de suivi et d'évaluation et les charges administratives. De cette manière, on s'assure que les contributions faites par les partenaires sont entièrement consacrées à l'appui aux initiatives de renforcement des capacités sur le continent africain.

Les interventions de l'ACBF sont guidées par des plans stratégiques quinquennaux développés sous la direction du Conseil des Gouverneurs (représentants des pays membres africains et des actionnaires de la Fondation) Le Plan stratégique à moyen terme 2012-2016 (PSMT III) en cours, met l'accent sur le renforcement des capacités critiques en vue de : (a) promouvoir la stabilité économique et sociale pour le changement par la transformation, (b) impliquer et réguler le secteur productif et (c) assurer le suivi de l'impact des politiques économiques.

IMPLIQUEZ-VOUS

Les programmes mentionnés ne sont qu'un échantillon du travail que l'ACBF a accompli dans le domaine du renforcement des capacités en Afrique au cours des 25 dernières années. Pour que ces programmes et bien d'autres appuyés par l'ACBF continuent à changer des vies et à ouvrir la marche vers la transformation économique de l'Afrique, il est indispensable que les projets soient mis en œuvre et que les programmes actuels soient améliorés dans la perspective de l'avenir.

Vous pouvez vous impliquer en :

- Devenant un membre
- Devenant une organisation partenaire
- Soutenant un programme
- Contribuant à une publication

Soutenir l'ACBF - Soutenir l'avenir de l'Afrique

www.acbf-pact.org